

RÉDACTION

BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 40 centimes.

LAUSANNE, 14 octobre 1891.

BULLETIN POLITIQUE

Demain, les Chambres françaises font leur rentrée. La besogne urgente qui les attend suffit amplement à remplir la fin de l'année. La Chambre doit voter le budget de 1892 ; le Sénat a la tâche de délibérer sur le tarif des péages sorti des débats du Palais Bourbon, puis sur le budget, dès que les députés en auront terminé le vote. Il faut que les deux fractions du Parlement se soient mises d'accord sur ces deux lois d'importance capitale avant le 1^{er} janvier. Si le budget n'est pas sur pied à cette date, on sera forcé de recourir au régime justement décrié des douzièmes provisoires. Les traités de commerce expirent presque tous le 1^{er} février 1892 ; ils ne peuvent guère être prorogés, étant donné le courant protectionniste qui emporte l'opinion ; un mois n'est pas de trop pour en négocier le renouvellement et cette besogne est difficile sans la base sûre d'un tarif définitivement adopté ; les négociateurs suisses à Vienne viennent de l'apprendre à leurs dépens.

Il n'y a donc pas de temps à perdre. Le gouvernement désire que la discussion du budget s'ouvre le 19 octobre déjà. Il fera son possible pour briser au plus vite les bâtons que boulangistes et radicaux se disposent à insinuer dans les roues parlementaires : interpellations de M. Laur sur le drainage de l'Or ; de M. Basly sur les grèves ; de M. Le Senne, sur Lohengrin ; de M. Lasserre, sur la sempiternelle affaire Turpin-Tripodé ; de M. Lockroy sur le péril clérical, et autres machines de même valeur.

Il est d'autant plus nécessaire de couper court aux bagatelles de la porte que la discussion du budget s'annonce très lourde. Comme nous l'avons exposé à cette place, le projet de M. Rouvier comporte deux réformes importantes : la suppression de l'impôt de grande vitesse ayant pour corollaire un abaissement des tarifs de chemins de fer consenti par les grandes compagnies, et l'incorporation aux dépenses ordinaires de la garantie d'intérêt que l'Etat fait à celles-ci en vertu des conventions passées il y a quelques années.

Ces réformes ont été bien accueillies par tous les partis. Mais l'extrême-gauche ne les trouve pas assez radicales. M. Camille Pelletan, son leader dans les questions financières, polémique avec l'esprit, la clarté et la compétence qu'on lui connaît en faveur d'un abaissement plus marqué des tarifs de chemins de fer et de la suppression totale et définitive de tout budget extraordinaire. Sur ces deux points déjà, ça n'ira pas tout seul.

Mais ce n'est pas tout : l'aile gauche du parti républicain français a la tendance, étrangère aux autres parlements de l'Europe, de vouloir trancher toutes les questions par voie budgétaire. Pour elle un budget n'est pas, comme pour tout le monde, la résultante de lois organiques fixes. Elle prétend au droit de bouleverser une loi quelconque simplement en modifiant au budget les crédits nécessaires à son fonctionnement. Si cette méthode était acceptée, le budget serait presque tout. Inutile de délibérer sur d'autres matières, puisque toutes ont un côté financier, puisqu'il suffirait pour diminuer le nombre des régiments de réduire les crédits militaires, pour supprimer une fonction publique de rayer le traitement qui y est affecté, et ainsi de suite.

FEUILLETON DE LA GAZETTE

CHARGE D'ÂME

par M^{lle} JEANNE MAIRET

— A elle ou à sa sœur, oui, je ne m'en cache pas. — C'est ce que nous verrons !
Il n'en put dire plus, car, en effet, la discussion rapide, presque à voix basse, avait été remarquée.
— Est-ce un duel qui se prépare ? demanda en riant miss Robinson, ne sachant pas combien elle approchait de la vérité.

— En effet, mademoiselle, répondit Georges Bertrand, un duel à coups de verres de champagne. D'Ance! prétend qu'il a la tête plus solide que moi ; les paris sont ouverts !

A partir de ce moment, on eût dit que le champagne produisait à l'avance son effet sur le jeune officier ; sa gaieté un peu fébrile finit par gagner tout le monde, à l'exception de Marthe qui trouvait que le ton de la conversation était un peu trop moité.
Après le déjeuner, qui fut prolongé le plus possible, il y eut une détente. Les Américains, infatigables, proposèrent des jeux, mais, décidément, il faisait trop chaud. On resta à l'ombre des grands arbres, causant à bâtons rompus, en attendant l'heure du retour. Quelques jeunes filles, parmi elles Edmée, s'éparpillèrent à la recherche de fleurs et de fougères. Robert, pris de remords, ne quitta pas sa fiancée, causant avec elle doucement, affectueusement, et la pauvre Marthe un instant crut qu'il lui revenait, qu'il avait été ébloui, mais que l'éblouissement était passé. Subitement, elle le vit tressailler.

— Qu'y a-t-il ?

Cette année, c'est le laborieux M. Brisson qui veut engager la Chambre dans cette voie. Il s'est multiplié et a déposé : un rapport sur le budget de la marine de guerre, qui précède une série de grosses réformes ; un projet de loi sur la réduction des frais de justice et un projet de loi sur la réforme de l'impôt des boissons. M. Brisson a la prétention d'introduire tout cela dans le budget de 1892 et de le faire voter par les deux Chambres d'ici à la fin de l'année.

Dans sa séance d'hier le Cabinet a décidé d'accepter que la Chambre entreprenne, par voie budgétaire, la réduction des frais de justice, mais de demander que la réforme de l'impôt sur les boissons soit opérée par une loi spéciale. Quant au ministre de la marine, il se débrouillera avec M. Brisson en ce qui touche les cuirassés et les torpilleurs.

Le Sénat, moins accommodant, ne l'entend pas de cette oreille. La Chambre ne lui laisse généralement pas quinze jours pour voter le budget au pas de course. Il ne veut pas avec la même hâte et sans y regarder, sanctionner un nouveau régime très contestable des frais de justice et refusera probablement d'entrer en matière, priant la Chambre de suivre pour cette question, comme pour les autres, la voie législative ordinaire.

Il y a donc là, — sans parler de l'imprévu : questions, interpellations, etc., et des tarifs des péages, — la matière de bien des conflits.

Le radicalisme va s'ingénier à les multiplier au cours de la session qui s'ouvre demain. Il vit d'agitations et ne peut souffrir de voir la surface de l'eau se calmer. Et puis les ambitieux ne manquent pas dans ses rangs. Il possède entre autres trois ex-présidents du conseil que leur passage au pouvoir n'a pas convaincu, comme on était pourtant en droit de l'espérer, de leur inaptitude au gouvernement : MM. Floquet, Goblet et Brisson. Le premier se résigne volontiers à conserver sa grande situation de président de la Chambre. Mais les deux autres ont dû rentrer dans le rang ; ils se font vieux et ils intriguent ferme pour ramener l'ère bénie des crises ministérielles.

Le gouvernement actuel, très fort dans l'opinion du pays et de l'Europe, n'est donc pas absolument à l'abri des cabales parlementaires et des accidents de séance. Une coalition des partis de gauche et de droite avec l'appoint des boulangistes est toujours possible dans tel cas donné. Il serait aisé d'écarter ce péril. Pour cela, il suffirait d'abandonner cette utopie : satisfaire les radicaux et capter leurs suffrages. Malgré toutes les concessions et toutes les reculades, M. de Freycinet n'y a presque jamais réussi. S'il y renonçait crânement, s'il parlait à la tribune le langage de M. Constans dans ses discours de province, s'il déclarait que la République, sans rien abandonner des lois existantes, est heureuse de voir ses anciens adversaires venir à elle, qu'elle fera le possible pour adoucir les frotements locaux et pour assoupir les querelles confessionnelles, il ferait hurler l'extrême-gauche, qui voterait contre lui, mais il réduirait à quelques Cassagnac irréconciliables l'opposition de droite et aurait derrière lui une majorité de quatre cents voix. S'il s'acharne au contraire à gagner à tout prix M. Clémenceau et son groupe, si, dans ce but, il malmène les députés conservateurs bien intentionnés et répond à leurs avances par des bourrades, s'il fait de la rhétorique anticléricale, il aura contre lui la droite compacte, qui compte cent soixante députés au moins et ne ralliera

pas l'extrême-gauche, car celle-ci veut le pouvoir et ne se contente pas de phrases. Alors la coalition qui a déjà fait tant de casse peut renouer la chaîne interrompue de ses exploits.

Ce serait un malheur. Le gouvernement actuel n'est pas le meilleur possible. Mais l'Europe a pris confiance dans sa stabilité qui a produit des résultats heureux pour la France. Si elle venait à être de nouveau ébranlée, si des ministres sans lendemain recommençaient à se succéder au pouvoir, ces résultats pourraient être compromis.

Les journaux modérés d'hier soir publient une note identique, évidemment officieuse, annonçant que la session s'ouvre sous les auspices les plus calmes. Espérons qu'ils ne seront pas déçus.

Le tarif douanier.

Nous recevons de M. Ed. Tallichet, directeur de la Bibliothèque universelle, la lettre suivante qui, à la veille de la votation du 18 octobre, nous paraît résumer en fort bons termes le débat sur les deux questions soumises au peuple :

Lausanne, le 14 octobre 1901.

Monsieur le rédacteur,

On a donné beaucoup de raisons, justes et vraies, contre l'adoption du nouveau tarif des péages. Permettez-moi d'en indiquer une seule, qui me paraît prédominante et de nature à intéresser tout le monde.

En 1890, les péages ont produit pour la Confédération la somme de 31,260,000 fr. Si l'on applique aux mêmes quantités de marchandises les droits du nouveau tarif, on arrive à une somme de près de cinquante millions. Ce serait donc une différence en plus de plus de dix-huit millions. Qui paiera cette somme ? Tout le monde, mais surtout la partie la plus nombreuse et la moins fortunée du peuple. La dernière augmentation des tarifs, en 1887, quoique beaucoup moins forte, a déjà produit un renchérissement général et a poussé un grand nombre d'ouvriers à demander des augmentations de salaires qui n'ont point amélioré leur situation. Le tarif proposé produira le même effet dans une mesure bien plus grande encore. Si le pays était en pleine prospérité, avec de belles récoltes et du travail en abondance, si les étrangers avaient afflué cette année, et que l'industrie eût pu suffire aux demandes, on pourrait le croire en mesure de supporter une saignée aussi forte et qui se répèterait chaque année. Mais après les saisons calamiteuses pour beaucoup de personnes que nous venons de traverser, si le renchérissement, qui s'est encore accentué, devait s'aggraver dans une forte proportion par suite de l'application des nouveaux tarifs, on peut admettre qu'une immense clameur s'élèverait bientôt de toutes parts, et que ceux qui veulent battre en brèche le régime fédéral actuel auraient beau jeu pour le faire. Pourrait-il résulter quelque bien pour le pays d'une agitation de ce genre ?

La Suisse n'est pas en état maintenant de donner à la Confédération dix-huit millions de plus par an en sus de tous les impôts fédéraux, cantonaux et communaux dont elle est déjà chargée et parfois écrasée. Et pourquoi les donnerait-elle ? Pour augmenter une centralisation déjà excessive, pour concentrer à Berne tous les pouvoirs, toute la vie politique et économique du pays ! En même temps que les dix-huit millions par an, ne nous demandent-ils pas encore de remettre entre les mains

russes et entretenait une fraîcheur délicieuse.

— Et vos violettes, où sont-elles ?

— Plus loin, là où elles sont seules à nous attendre.

— Alors, fit Edmée souriant, très maîtresse d'elle-même, c'est un guet-apens ?

— Non, c'est le rendez-vous que vous m'avez accordé.

— Mais je ne vous ai rien accordé du tout, monsieur Bertrand !

— Vous croyez ?... Alors vos yeux ont menti. Voilà tout.

— Que vous ont dit mes yeux ?

— Que vous vouliez bien m'écouter, que vous me saviez fou de vous et que cette folie, vous êtes prête à la partager...

— Alors, en effet, ils ont menti. Sachez, mon capitaine, que je ne ferai jamais de folie, que je suis une petite personne très raisonnable...

— Alors, si vous êtes une petite personne raisonnable, vous savez que ce que vous avez de mieux à faire, c'est de vous marier de suite.

Un léger nuage passa sur le front de la jeune fille.

— Pourquoi ? Je n'ai que dix-huit ans.

— Pourquoi ? Je vais vous le dire. Parce que vous ne seriez pas longtemps heureuse avec votre sœur.

Pour l'instant elle joue à la petite maman, vous êtes pour elle une poupée toute neuve et dont elle raffole.

Cela ne durera pas. Vous sortez de deux mondes, non pas seulement différents, mais hostiles. Vous l'avez bien vu lorsque vous avez proposé de jouer la comédie. Mlle Levasseur craint que vous ne la jouiez trop bien, en fille de votre mère.

Edmée cassa net une branche, et, colère, rageuse, en déchiqueta les feuilles, mais elle ne dit rien.

— C'est un petit diable, continua le capitaine, mais très suffisant. Votre sœur a l'habitude de passer huit

du pouvoir fédéral les banques, c'est-à-dire le crédit du pays, et la faculté de battre monnaie avec du papier, la plus dangereuse qui soit pour un Etat !

Le régime qui nous réclame ces compétences nouvelles et énormes a-t-il donc fait usage de celles qu'il possède de manière à satisfaire le peuple et à gagner sa confiance ? Nous avons vu ces dernières années les propositions du Conseil fédéral sans cesse écartées ou dénaturées par les Chambres, et des décisions prises par elles, non dans l'intérêt général de la Suisse, mais à la suite de coalitions d'intérêts privés. Cela a été manifeste en particulier pour le tarif des péages et pour l'article sur la banque de monopole. Or, dans deux votations populaires récentes, les électeurs ont montré ce qu'ils pensaient du ménage fédéral. Le 15 mars ils ont repoussé la loi sur les pensions de retraite par 350,000 voix contre 90,000. Le 3 juillet, ils ont adopté, par 180,000 voix contre 120,000 le droit d'initiative qui leur permettra d'intervenir directement dans les affaires fédérales. Le 18 octobre, ils seront appelés à décider s'il sera permis au pouvoir fédéral de lancer le pays dans des aventures économiques et financières d'où ne peut résulter que le renchérissement de la vie et celui de l'argent. Pour ceux qui y réfléchissent, la réponse ne saurait être douteuse.

Agréez, Monsieur le rédacteur, etc.

ED. TALLICHET.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 13 octobre.

A la commission du budget. — Les dépenses militaires en France et en Allemagne. — Le comte de Flandres à l'Élysée. — Accident de chemin de fer. — Le drame de la place de la Bourse.

Bien que tous ses membres ne soient pas encore rentrés à Paris, la commission du budget pousse avec activité ses travaux, pour que la Chambre trouve à son retour de la besogne toute prête. Hier elle s'occupait des crédits supplémentaires. Elle a adopté en particulier ceux que le gouvernement demandait pour l'occupation du Dahomey, sous une réduction de 150,000 francs faite sur les constructions militaires. La commission a également réservé que son vote ne doit point être considéré comme une approbation du traité avec le roi Behanzin, puisqu'elle n'a nullement à intervenir en semblable matière.

Sur le budget de la guerre, le rapport de M. Georges Cochery, qui vient d'être déposé, conclut à une réduction d'environ 37 millions sur l'ensemble des crédits demandés par le ministre. Le total de ces crédits serait ainsi ramené de 681 à 644 millions.

A ce propos, le rapporteur s'est livré à une intéressante étude des budgets militaires de la France et de l'Allemagne, comparés entre eux. Ce dernier l'emporte d'une trentaine de millions. Par contre la France reprend la supériorité au point de vue des effectifs. Elle entretient 510,691 hommes, contre 499,783 en Allemagne, et 27,181 officiers, médecins et fonctionnaires militaires, contre 26,575 seulement. Le rapport ajoute que les augmentations successives qui se sont produites dans les deux pays, depuis une vingtaine d'années, se compensent assez exactement.

Le président de la République a reçu hier à l'Élysée la visite du comte de Flandre. Le frère du roi Léopold a été reçu avec les hon-

neuf mois en pleine campagne ; croyez-vous qu'elle change sa façon de vivre pour vous faire plaisir, pour vous accompagner dans un monde où vous seriez acclamée reine, tandis qu'elle y serait négligée ?

— Vous plaidez pour les besoins de votre cause, fit Edmée un peu moqueuse.

— C'est vrai, car je vous aime, car je vous veux pour ma femme, à moi pour toujours. Il n'y a rien que je ne fasse pour vous obtenir, pour vous arracher, de force s'il le faut, à ce monde si peut fait pour vous...

— Et à M. d'Ance!, n'est-ce pas ? dit en riant Edmée.

— Ah ! vous savez qu'il est amoureux de vous — et cela vous amuse — comme mon amour à moi vous amuse ? Prenez garde ; je vous jure qu'il y a des moments où je vous tuerais plutôt que de vous voir à un autre.

— Voyons... le drame est bien démodé, songez donc.

— Au théâtre, plus que dans la vie. Jamais il ne s'est vu plus de crimes de la passion que de nos jours, et moi, je suis capable de crime...

Edmée avait gardé jusqu'à présent son calme moqueur de petite Parisienne peu sentimentale, fort brave aussi, mais elle commençait à trouver cet amoureux un peu gênant ; elle se demandait si les nombreux verres de champagne du déjeuner n'étaient pas pour quelque chose dans son exaltation. Elle le trouvait affreux avec ses yeux injectés de sang, sa respiration haletante, son teint cramoisi ; elle ne reconnaissait plus son beau capitaine.

— Monsieur Bertrand, fit-elle non sans dignité, vous seriez très aimable de me reconduire auprès de mes amis ; vous avez eu tort de m'entraîner si loin, j'ai eu tort de vous y suivre, mais je n'ai pas douté un

instant que je me trouvais avec un homme d'honneur.

— Donnez-moi un peu d'espoir, Edmée — ayez pitié de moi. Je vous jure qu'il faut que vous soyez ma femme !...

Hors de lui, il lui saisit les mains et les couvrit de baisers. La jeune fille prit peur. Elle cria d'une voix haute et nette :

— Marthe ! Marthe !...

— Voici, ma chérie — je te cherche depuis un quart d'heure.

Edmée à l'instant recouvra sa présence d'esprit.

— C'est le capitaine qui prétendait avoir trouvé un banc de violettes, et nous avions si bien tourné et retourné dans ce fouillis, que nous ne savions comment nous en tirer. Maintenant, monsieur Bertrand, c'est ma sœur qui se chargera de me montrer le bon chemin — elle s'y entend mieux que vous...

Les deux jeunes filles s'éloignèrent tranquillement. Lorsqu'elles furent hors de vue, Georges Bertrand, d'une voix qui tremblait de colère, dit à son ancien camarade qui, silencieux, le regardait, résolu à s'expliquer une bonne fois avec lui :

— C'est encore à toi que je dois ceci, n'est-ce pas ?

— Parfaitement.

— J'en ai assez de ta surveillance !

— Cependant, il faudra bien que tu la subisses, à moins que — ce qui vaudrait mieux — tu ne t'abs-tiennes de quitter Trouville.

— Je comprends cela de ta part. Tu ne serais pas fâché de le débarrasser d'un rival dangereux.

— Tu te trompes, Bertrand, répondit Robert avec beaucoup de calme ; je ne prétends nullement à la main de Mlle Edmée Levasseur.

Le capitaine éclata de rire, un rire au son très faux, très moqueur aussi.

ANNONCES

HAASENSTEIN & VÖGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Dolemont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger.... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

— Le comte Belzaghi, syndic de Milan, est très gravement malade. Le roi Humbert lui a fait une visite de vingt minutes.

— M. Virchow a fêté hier, à Berlin, son anniversaire de soixante-dix ans. Toute la presse consacre de longs articles à sa carrière de savant et d'homme politique.

M. Bartsch, directeur au ministère de l'instruction publique, a apporté à M. Virchow les félicitations du ministre. Une députation spéciale, composée de savants, est venue le saluer, ainsi que le professeur Hirsch, au nom de la faculté; M. Helmholtz, au nom de l'Académie des sciences; M. de Forckenbeck, au nom de la ville de Berlin. M. de Forckenbeck a annoncé à M. Virchow qu'il était nommé bourgeois d'honneur de la ville de Berlin. Dans l'après-midi, l'illustre savant a reçu les délégués des diverses universités allemandes.

Les amis politiques de M. Virchow ne l'ont pas non plus oublié. Leur députation du groupe progressiste du Landtag prussien et du Reichstag allemand, composée de MM. Eng. Richter, Alexandre Meyer, Knörcke, Langeshans et Ebert, lui a apporté une colonne d'argent haute de soixante-dix centimètres, surmontée par un génie de la liberté au pied duquel des figures allégoriques représentent la science et l'ethnologie. Le socle porte cette inscription: « A leur honoré ami, chef et compagnon de lutte, la fraction progressiste du Reichstag et de la Chambre prussienne des représentants. » M. Eugène Richter a adressé à M. Virchow une allocution dans laquelle il le compare à une colonne toujours ferme et inflexible.

Un manifeste parnelliste.

Dublin, 13 octobre.

Les partisans de M. Parnell ont tenu lundi soir une réunion au National club de Dublin.

Un orateur a dit que M. Dillon était, pour une large part, responsable du malheur qui venait d'arriver; un autre a conseillé de n'accepter aucune mesure incomplète de home rule.

Enfin, la réunion s'est prononcée contre toute fusion avec les adversaires de M. Parnell.

A la suite de cette réunion, un manifeste a été lancé par les députés parnellistes. En voici les principaux passages:

L'Irlande a perdu son leader, mais la cause de la liberté de l'Irlande subsiste!

Nous avons un devoir à remplir envers les vivants et envers les morts, et ce devoir est de maintenir haut et sans tache le drapeau de l'indépendance nationale.

En notre qualité de représentants du peuple, nous avons résolu de tenir un congrès des représentants de l'Irlande pour délibérer au nom de la nation sur les moyens les plus efficaces pour assurer l'exécution de la politique et du programme que nous a légués en mourant notre chef.

Nous recevons dans nos rangs tous les honnêtes gens qui sont d'avis que les affaires politiques de l'Irlande doivent être contrôlées et dirigées par les représentants du peuple irlandais, à l'exclusion de toute autre politique.

Mais avec ceux qui se sont rendus responsables de la scission du parti national, avec ceux qui, obéissant aux influences étrangères, ont par leurs calomnies et leurs persécutions causé la mort de l'homme le plus éminent de notre race, nous n'avons rien de commun, et l'Irlande ne doit pas s'en remettre à leur direction.

L'Irlande devra choisir entre eux et ceux qui sont restés fidèles à la cause de l'indépendance nationale!

Compatriotes!

Notre chef, avant de mourir, nous a indiqué le chemin que nous devons suivre!

Suivons-le donc pour la plus grande gloire de notre race, en Irlande comme à l'étranger!

Vive l'Irlande!

Une émeute à Montevideo.

Une émeute a éclaté dimanche à Montevideo. D'après les nouvelles reçues jusqu'ici, elle devait être suivie, en cas de succès, de mouvements insurrectionnels sur divers points du territoire de la République. Mais le projet des insurgés paraît avoir complètement échoué. L'agence Havas publie à ce sujet les dépêches suivantes:

Montevideo, 12 octobre.

Hier soir, une tentative de révolution a eu lieu dans les environs de la ville. Les membres d'un club révolutionnaire ont ouvert le feu sur les troupes. Celles-ci ont riposté. Il y a eu plusieurs tués et plusieurs blessés. Les désordres ont cessé.

On a essayé d'assassiner le président et de s'emparer des membres de la Junte. On n'y a pas réussi.

Montevideo, 12 octobre, soir.

Les insurgés avaient cherché à gagner les troupes d'artillerie, mais ils n'y ont pas réussi et les instigateurs de la rébellion ont été arrêtés.

Six personnes ont été tuées et sept blessées dans la journée d'hier.

Montevideo, 13 octobre.

Les tentatives d'insurrection faites par le parti Blanco à Montevideo et à la Union ont complètement avorté.

Les bandes qui parcouraient le pays dans l'intention de coopérer au mouvement insurrectionnel ont été dispersées.

L'ordre a été rétabli dans tout le pays.

M. de Giers et di Rudini.

Milan, 13 octobre.

Ce matin, M. di Rudini et M. de Giers, chancelier de Russie, ont eu une visite de courtoisie à l'hôtel Cavour, qu'ils habitent tous les deux. Ils sont partis ce matin, à dix heures et demie, pour Monza, où ils sont invités à déjeuner par le roi.

Vienne, 13 octobre.

Dans le monde politique, on attache une grande importance à l'entrevue de M. de Giers et di Rudini. De certains côtés, on éprouve même des appréhensions au sujet des conséquences possibles de la rencontre des deux ministres. On paraît craindre que cet échange de vues entre les deux hommes d'Etat puisse exercer une influence fâcheuse sur l'attitude de l'Italie vis-à-vis de ses alliés et amener un relâchement des liens qui unissent les puissances centrales. Ces inquiétudes sont symptomatiques, car elles prouvent la défiance qui existe si non entre les cabinets de Rome et de Vienne, du moins entre les deux nations.

Le langage que tient la *Neue-Presse* à cette occasion est caractéristique; ce journal, qui ne peut décemment s'accoutumer au changement survenu dans la situation internationale, déclare mélancolement, après s'être efforcé d'établir que l'Italie est indissolublement liée à l'Allemagne et à l'Autriche, que jamais M. Crispien n'aurait recherché une entrevue avec M. de Giers dans les circonstances actuelles, surtout après Cronstadt, mais que les temps sont bien changés depuis la retraite de M. de Bismarck et de M. Crispien. Chez leurs successeurs, la résignation a remplacé la résolution, et les ministres de l'Allemagne et de l'Italie cherchent seulement à s'accommoder au nouvel

état de choses résultant des événements de Cronstadt.

Le ton plaintif de la *Neue-Presse* semble indiquer qu'elle aussi est prête à se résigner.

Rome, 13 octobre.

Le bruit court que dans la conférence de Monza, M. di Rudini, autorisé par les souverains intéressés, communiquera au ministre russe le traité de la triple alliance. Le général Menabrea, mandé exprès de Paris, recevrait cette communication pour aller la transmettre immédiatement au gouvernement français.

Ce bruit ne paraît nullement exact. D'après des renseignements plus sérieux, la conférence aurait pour but un projet de traité de commerce.

Les chrétiens en Chine.

Londres, 13 octobre.

Le *Times* publie une dépêche de San-Francisco, 10 octobre, qui donne de nombreux détails sur l'émeute qui s'est produite le mois dernier à Ichang, au bord du Yang-tse-Kiang.

Une poignée d'hommes, obéissant évidemment à des ordres, ont subitement attaqué, en présence des fonctionnaires chinois, la maison appartenant à la mission épiscopale américaine; après avoir tenté d'assassiner M. Sowerby, qui s'y trouvait, ils y ont mis le feu, puis se sont portés vers le couvent catholique-romain, qu'ils ont également incendié. Les sœurs n'ont échappé qu'à grand-peine et ont été recueillies, ainsi que M. Sowerby, sur le steamer *Paohua*, qui a transporté les réfugiés, au nombre d'une vingtaine, à Hankow, où il est arrivé le 6 septembre.

Puis les bandits sont allés manifester devant le consulat, qu'ils n'ont pas osé attaquer, et ont détruit toutes les maisons environnantes qui appartenaient à des étrangers; personne n'a été massacré, mais nombre d'Européens ont été indignés, soupçonnés de sympathiser avec eux, ont été maltraités.

Pendant tout ce temps, les mandarins ne bougeaient pas et, comme en de précédentes occasions, l'employé du télégraphe a refusé de transmettre aucune dépêche se rapportant à l'émeute. Ce n'est que le troisième jour, après que tout le mal a été fait, que les soldats sont venus monter la garde sur les ruines fumantes.

De l'avis du *North China Daily News*, cette émeute ne serait nullement l'œuvre de la populace, mais elle aurait été moralement concertée et délibérément conduite par les chrétiens eux-mêmes. Il est évident que ces soldats — qui viennent de Hunan — avaient reçu des ordres formels, contre lesquels la volonté du brigadier-général d'Ichang, qui est bien disposé pour les étrangers, était impuissante à résister.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Lettre de Neuchâtel.

(De notre correspondant particulier.)

Neuchâtel, 13 octobre 1891.

Questions fédérales.

Neuchâtel s'apprête à rejeter dimanche le nouveau tarif des péages. Nous sommes à peu près unanimes sur ce point. La Ligue contre le renchérissement de la vie déploie ici une très grande activité, dans laquelle se confondent les hommes des deux partis politiques. Le travail électoral est très vivement conduit à Neuchâtel par un comité d'action que préside M. Eugène Borel, procureur-général; des réunions sont organisées dans tous les quartiers de la ville, et, vendredi soir, une assemblée populaire aura lieu au Temple du bas.

Les Neuchâtelois sont hostiles au tarif nouveau, d'abord parce qu'il leur apparaît comme un surcroît d'impôt que l'ensemble du peuple aurait à supporter au profit de quelques intérêts particuliers; puis aussi, et surtout, parce que nous ne voulons pas remettre de nouvelles et grosses ressources entre les mains de la Confédération, et lui permettre ainsi d'étendre ses compétences et d'augmenter l'armée de ses fonctionnaires. On peut affirmer que, pour les Neuchâtelois, la crainte de la bureaucratie fédérale est, en la matière qui nous occupe, aussi décisive que la crainte de voir renchérir les objets nécessaires à la vie.

Neuchâtel fut d'ailleurs toujours anti-protectionniste: il a souffert longtemps des ohm-geld; il n'en a point profité... pas même à leur suppression; notre libéralisme économique ne se démentira pas dimanche.

Sur la question du monopole des billets de banque, les partis marchent moins d'accord, en apparence du moins. Les radicaux paraissent vouloir accepter la révision de l'article 39. Mais ils y vont, je crois, sans grand enthousiasme; on peut le présumer, si l'on se rappelle l'attitude qu'avait prise en cette question M. Cornaz au Conseil des Etats.

Au reste, les orateurs des deux partis qui doivent parler tous ces jours dans les réunions de quartiers sont convenus de ne pas toucher à la question des billets de banque, et de concentrer leurs efforts communs en vue du rejet du tarif douanier.

Je crois donc qu'on peut, sans trop s'avancer, prévoir que notre canton fournira dimanche une majorité de rejetants sur les deux questions soumises au peuple. En tous cas, il donnera un beau chiffre de non sur le tarif des péages. Car le travail qui se fait au chef-lieu se fait également dans tous les districts du canton.

Les diaconesses au Grand Conseil de Genève.

Nous avons dit qu'au Grand Conseil de Genève M. Favon avait fait opposition à une décision de la commission de l'Hôpital cantonal appelant des diaconesses dans cet établissement.

Voici, d'après le *Journal de Genève*, le compte-rendu du débat que les observations de M. Favon ont provoqué.

M. Favon reconnaît que la compétence de la commission est difficilement contestable, mais regrette qu'elle puisse, sans contrôle, engager le pays dans une voie aussi contraire au droit public. Cette commission est en majorité radicale, mais l'orateur critique les choses et non les hommes. M. le Dr Jentzer et ses collègues n'ont vu la question que par ses côtés pratiques et administratifs. Un pays n'a pas le droit, si l'on veut résister aux empiétements du clergé, de se tenir fermement sur le terrain de l'impartialité confessionnelle. Quelques respectables et dévouées que soient individuellement les diaconesses, les sœurs de charité, nous ne devons jamais nous laisser entraîner à utiliser des dévouements qui peuvent leur principe dans une idée dogmatique. Faites de

mières laïques. Ce qui vient de se passer diminue énormément notre situation dans notre lutte contre le clergé. Ce qu'on peut craindre, c'est que les catholiques ne demandent des sœurs de charité. Sans doute l'assimilation est trop absolue, la diaconesse n'est pas liée par des vœux. Mais ne nous exposons pas à de semblables discussions et n'abandonnons pas l'excellent terrain sur lequel nous nous sommes placés.

On dit que tout propagande est interdite aux diaconesses, mais, à supposer qu'elles soient parfaitement décidées à se soumettre à cette interdiction, pouvez-vous empêcher cette propagande inconsciente qui résulte de leur attitude, du rayonnement de leurs convictions, de leur dévouement même? Ne craignez-vous pas qu'un malade, dans le désir peut-être de complaire à ceux qui le soignent, ne se laisse entraîner à des actes qu'il ne ferait pas s'il jouissait de l'entière indépendance de sa conscience?

M. Favon terminant priant le Conseil d'Etat d'envisager la situation et de voir s'il y aurait quelque moyen de faire revenir la commission de l'hôpital sur sa décision.

M. Ador, président du Conseil d'Etat, ne répondra pas à M. Favon au nom du Conseil d'Etat, d'abord parce que ces interpellations déguisées, à propos du budget, en session extraordinaire, sont antireglementaires; ensuite parce que l'affaire ne rentre pas dans les compétences du Conseil d'Etat. La loi de 1849 a placé l'administration de l'hôpital cantonal sous une direction absolument indépendante de l'Etat, et son article 10 donne à la commission un droit souverain pour la nomination des employés.

Mais, en son nom personnel, M. Ador tient à adresser ses vives félicitations à la commission, et il le fait d'autant plus volontiers qu'elle se compose en majorité de ses adversaires politiques. La mesure qu'elle a prise s'imposait. Tous ceux qui sont appelés à visiter l'hôpital cantonal étaient scandalisés de l'état de saleté, de désordre, de négligence, dans lequel il se trouvait, de l'insuffisance des soins donnés aux pensionnaires. La commission a fait son devoir. La jurer avant d'avoir fait l'expérience du système qu'elle vient d'inaugurer est prématuré.

M. Ador sait bien que le fait soulève une question de principe. Ses collègues et lui sont, autant que lui, que ce soit, partisans de l'indépendance du pouvoir civil et opposés aux empiétements du clergé. Mais ils sont libéraux, et en sa qualité de libéral l'orateur appelle de ses vœux le moment où nous cesserons d'être le seul pays du monde où les sœurs de charité sont — pour ainsi dire — des établissements publics de bienfaisance, mais encore des établissements publics et privés.

Il faut, pour bien s'acquiescer de cette grande et pénible tâche du soin des malades, quelque chose de plus élevé que l'appât d'un salaire. Il faut un esprit de dévouement reposant sur de fortes convictions morales et religieuses. On le trouve chez les sœurs de charité et chez les diaconesses. Mais ces dernières n'ont fait aucun vœu, ne dépendent d'aucune autorité ecclésiastique. Il n'y a, dans leur appel à l'hôpital, aucune atteinte à l'autorité du pouvoir civil. Faut-il, pour l'amour du principe de l'assistance laïque, priver les malades des soins délicats, du sourire consolant d'infirmières dévouées? M. Ador est convaincu qu'il résultera de la mesure prise par la commission de grandes améliorations, qui se traduiront par une augmentation du produit de la collecte, car si ce produit n'est pas plus élevé, c'est que le public connaît les déficiences de l'administration.

En terminant, l'orateur dit qu'il sait bien que ses paroles seront exploitées dans la campagne électorale, mais cela ne l'empêchera pas de faire son devoir en disant en toute franchise ce qu'il pense.

M. Favon réplique que lui aussi est franc et sincère. S'il désire connaître l'opinion du gouvernement, et s'il est son adversaire, ce n'est pas pour le plaisir de lui chercher chicane. Il lutte pour des idées.

L'orateur proteste contre cette opinion de M. Ador qu'il n'aurait, en dehors de l'esprit religieux, ni dévouement, ni soins suffisants. S'il en était ainsi, nous serions de grands coupables, dans nos démocraties, d'exclure l'élément religieux de nos écoles et de nos hôpitaux. Quand on le veut, on trouve un personnel laïque parfaitement capable, actif et propre: les cliniques privées en sont la preuve. Il faut donner plus d'instruction à nos infirmières et payer leurs services ce qu'ils valent. Nous n'avons pas le droit de faire des économies aux dépens du principe de la neutralité confessionnelle des établissements publics.

M. Ador a parlé du produit de la collecte. Alors, après avoir introduit des diaconesses pour avoir l'argent des protestants, il faudra appeler les sœurs de charité pour avoir celui des catholiques! C'est la question même des corporations religieuses que M. Ador a posée. Qu'il ait donc le courage de l'attaquer en face. Il est facile de représenter les lois dirigées contre les corporations comme des lois d'exception et d'oppression. Cependant, il s'agit de savoir si ces mesures prises à raison d'un danger couru par la souveraineté civile n'étaient pas nécessaires pour nous défendre.

La commission a sans doute agi dans une bonne intention, mais elle n'a pas été au fond des choses. Elle n'a pas vu où nous allons. Si nous introduisons les diaconesses et les religieuses à l'hôpital, il n'y a pas de raison pour ne pas les introduire dans les asiles de vieillards et dans tous les établissements d'assistance.

M. Ador reprend la parole. Il n'a pas dit que le dévouement n'existerait que chez les diaconesses. Il a dit qu'il se trouvait à un degré supérieur là où il a pour mobile de fortes convictions morales et religieuses et non pas simplement l'intérêt, ce qui ne signifie nullement que le sentiment de l'honneur et du devoir n'inspire pas aussi à des laïques de grands dévouements et de nobles actions. L'orateur est libéral, et ce qu'il a voulu accentuer, c'est que, lorsqu'on prétend exclure les diaconesses et les sœurs de charité des hôpitaux publics et privés parce qu'elles sont diaconesses et sœurs de charité, parce qu'elles ont des convictions religieuses, on n'est pas libéral, on va plus loin que le principe de la neutralité confessionnelle de l'Etat. Il ne peut donc pas blâmer la commission de tenter une expérience qui a réussi partout autour de nous, à Berne, à Lausanne, sans que jamais on ait constaté aucun danger au point de vue de la propagande confessionnelle.

L'interdiction des sœurs de charité a été prononcée à une époque où certains dangers existaient pour le pouvoir civil. Mais nous ne sommes plus en 1873, à l'époque de ce Kulturkampf, désavoué maintenant dans toute la Suisse. Partisan de la liberté des cultes, l'orateur est humilié de voir que Genève est le seul pays où les sœurs de charité ne peuvent exercer librement leur ministère de dévouement. Il espère que les passions religieuses se sont apaisées et que les idées de tolérance ont fait assez de progrès dans la population pour que nous puissions revenir bientôt à une politique plus libérale.

M. Favon: Je n'ai rien moins que la question de la morale indépendante que M. Ador a soulevée. Si ses sentiments sont ce qu'il dit, il ne doit pas être partisan de l'école laïque. Il n'est pas vrai que le dévouement à son degré supérieur est inséparable de l'idée religieuse. L'histoire tout entière prouve qu'on s'élève aussi haut par le seul sentiment de l'honneur et du devoir, par la libre-pensée que par la religion. Quelle religion est la bonne? Toutes les fois que la question religieuse est posée, le fanatisme s'excite, les passions s'échauffent.

Nous, pouvoir politique, tenons-nous à l'écart de ces combats.

Du discours de M. Ador, l'orateur ne veut retenir qu'un mot: « Il y a eu une époque où l'Etat a bien fait d'interdire les sœurs de charité. Il s'agissait de la défense du pouvoir civil. » Vous dites que ce moment est passé. Ce n'est pas par un discours éloquent, ce n'est pas par une décision d'une commission administrative que la question peut être tranchée, mais par une consultation populaire. Nous avons des idées opposées. Attaquez la question de front, et posez-la au peuple. Alors nous nous expliquerons.

L'incident n'a pas d'autre suite.

Le centenaire suisse au Paraguay.

On nous écrit de l'Assomption:

C'est à trois kilomètres de l'Assomption, capitale du Paraguay, dans une demeure hospitalière et propre aux rendez-vous entre amis, qu'un comité aussi actif qu'intelligent, à l'assemblée, le 1^{er} août, les membres éparés des vingt-deux cantons.

A sept heures du soir chacun y était. Ce chacun se composait de 44 confédérés, et ce chiffre, dans les circonstances financières actuelles, doit être considéré comme fort joli car le Paraguay ne renferme guère que cinq cents Suisses, disséminés un peu partout et dont un dixième à peine habite la capitale ou ses environs. On eût même un vieux lacustre qui avait ses dix-huit lieues de cheval dans les jambes en venant s'installer à la fraterne « table » — et ce n'était pas le moins gai de tous.

La vaste salle était éclairée « a giorno »; tout autour chacun retrouvait l'éclat de la petite patrie particulière qui fait la grande, et dans le fond, deux bannières suisses semblaient planer sur les enfants qu'elle avait conviés. Un sentiment de fierté, de respect et d'amour nous envahissait.

La présidence d'honneur et de fait appartenait à M. Kriege, le sympathique consul d'Allemagne, qui veut bien joindre à ces fonctions celles de consul de la Confédération suisse à l'Assomption, où il joint de la considération universelle. Homme de cœur et d'esprit, il sait conserver sa nationalité intacte tout en rendant d'excellents services à des gens qu'il a en même temps le devoir et quelquefois le plaisir de représenter.

Donc, c'est M. Kriege qui a porté le toast à la Suisse. Il l'a fait en homme qui a étudié l'histoire du pays dont il parle; il a retracé en termes éloquents les phases les plus marquantes de nos annales, et il en est venu, à travers les siècles, à lever son verre à cette vieille Confédération qui compte six cents ans au soleil.

D'innombrables et chaleureux applaudissements lui ont prouvé combien nous étions sensibles à ses nobles paroles.

M. Perret, de Neuchâtel, de la maison d'horlogerie Perret et Martin, bien connu dans l'Amérique du Sud, a répondu au consul et a été, lui aussi, applaudi comme il le méritait. M. le Dr Hasler (Argovie) a porté en fort bons termes le toast au Paraguay, cette jeune sœur dont le drapeau arbore l'étranger. MM. Victor Rapin et Collioud (Vaud), Defago (Valais) ont aussi parlé. Le *Hymne à mon Vaterland* a été naturellement chanté avec enthousiasme, puis les productions les plus diverses se sont succédées dans les trois langues nationales, de la savante musique au piano jusqu'au joyeux « jodel » des Alpes.

Une surprise charmante nous avait été réservée et, au milieu du banquet, nous vîmes apparaître une splendide couronne, gracieusement offerte aux Suisses par les citoyens français habitant l'Assomption. Cet aimable envoi fut l'objet d'une ovation qui se comprend.

Vers onze heures, les tramways ramenaient à l'Assomption toute une famille heureuse d'avoir pu se réunir et se serrer la main dans un même sentiment — l'amour de la patrie — avec la certitude que là bas, où notre peuple entier célébrait en même temps que nous la date la plus solennelle de notre histoire, quelques-uns au moins auront songé aux enfants perdus qui, eux, n'oublient rien de ce qu'ils ont aimé.

V. R.

Le budget fédéral.

Le département des finances et péages publie, d'après le relevé provisoire des projets de budget des différents départements, un budget fédéral pour 1892, qui solderait par un déficit de près de dix-huit millions.

Cette publication n'a probablement pas lieu par un pur hasard quelques jours avant la votation du tarif des douanes. Elle est sans doute destinée à agir dans le sens de l'acceptation sur l'esprit des naifs qui ignorent que depuis des années ce premier calcul provisoire indique toujours un déficit, chaque département forçant ses chiffres. Les examens successifs par le département des finances, par le Conseil fédéral, par les commissions de l'Assemblée fédérale et par celle-ci, ramènent généralement cet excédent de dépenses à un léger déficit qui se transforme en boni dans le compte d'Etat.

Au reste, il est très difficile de se rendre compte par un chiffre sommaire de la portée des budgets fédéraux. La Confédération n'a pas de budget extraordinaire. Ensuite que toutes les dépenses, mêmes celles qui doivent être payées au moyen des emprunts figurent au passif de l'année. C'est le cas en particulier du budget du département militaire porté à 36 millions par le fait de la transformation de l'armement de l'infanterie. En outre, les dépenses échelonnées sur plusieurs années sont portées pour leur entier dans le budget annuel des départements, le Conseil fédéral les ramenant ensuite au point.

En sorte que le déficit de 18 millions est un chiffre de pure fantaisie. Au surplus, serait-il réel qu'il ne changerait pas nos conclusions à l'endroit du tarif. Nous le rejeterions tout de même. On réduirait le budget côté « Dépenses », au lieu de l'augmenter côté « Recettes ». Voilà tout.

L'attentat de St-Nicolas.

L'attentat commis la semaine dernière à St-Nicolas sur M. Busset, ingénieur du Viège-Zermatt, a été des plus lâches qui se puisse imaginer.

M. Busset — un homme tranquille et doux s'il en fut — rentrait, dans la soirée, de la gare au village, lorsque dans la ruelle étroite de celui-ci il fut, sans provocation aucune, aggré par deux hommes qui lui barrèrent le passage, le terrassèrent et, à l'envi, le frappèrent à coups de talon sur le visage et la tête. Les deux brutes l'ensuyèrent dans leur fureur et si un voisin accouru ne leur eût arraché leur victime.

M. Busset est actuellement en traitement à l'hôpital de l'Asile des aveugles à Lausanne. Un œil est malheureusement perdu.

Tout le monde connaît les auteurs de cet acte indigne. Ce sont le père et le fils Lochmatter, agribergistes à St-Nicolas. C'est, dit-on, par haine stupide contre le chemin de fer Viège-Zermatt, que ces deux hommes ont attaqué un ingénieur de la compagnie.

Une enquête s'instruit par les soins du président du tribunal de Viège, mais, fait incroyablement, il y a deux jours encore, les deux coupables n'étaient pas incarcérés et circulaient en toute liberté, dans la vallée!

Nous aimons à croire que la justice valaisanne n'attendra pas, pour procéder à une arrestation, qu'ils aient gagné la frontière. Il y va non seulement de l'honneur de la magistrature, mais de l'honneur du canton du Valais tout entier.

Déjà on dit que si les coupables courent encore sans que personne ne les inquiète, c'est que la victime

NOUVELLES DES CANTONS

BERNE. — La municipalité de Berne étudie l'achat du Kirchfeld, la spacieuse prairie où ont eu lieu les représentations historiques pendant les fêtes du jubilé de la ville. Le prix serait de 350,000 francs.

VALAIS. — Lundi, 12 octobre, est décédé à St-Gingolph, après une courte maladie, M. Derivat, député au Grand Conseil. Le défunt appartenait au parti libéral. Il meurt dans la force de l'âge, regretté de tous ceux qui l'ont connu.

TESSIN. — On mande de Bellinzzone, 13 octobre, au *Journal de Genève*, que le Conseil fédéral a demandé des informations au Conseil d'Etat sur l'assassinat du pharmacien Buzzi, à Mendrisio, le Conseil fédéral ayant reçu de source radicale la nouvelle que les gendarmes auraient fourni aux assassins une occasion de fuir.

Il a été répondu que le Conseil fédéral n'a pas à intervenir dans des affaires de droit commun. D'ailleurs les informations demandées par le Conseil fédéral lui ont été données. Selon le rapport officiel, la conduite des gendarmes a été irréprochable. Une enquête sera faite, sur la demande de la famille Buzzi, par M. Loti, juge d'instruction pour le Sopra-Cenera. La population est calme. Pour l'enterrement, qui sera civil, des mesures de précaution seront prises.

NEUCHÂTEL. — Depuis deux ou trois jours déjà, à la Chaux-de-Fonds, une odeur désagréable s'échappait du bâtiment des écuries de la Fleur-de-Lys. Comme elle devenait plus forte, dimanche à midi, on informa la police et on constata qu'elle provenait des fourrages entassés dans la grange. Des cantonniers furent aussitôt appelés et commencèrent à sortir le foin: la fumée s'échappait de toutes parts; un tas énorme était carbonisé; il eût suffi d'un rien pour provoquer un incendie formidable.

La grange contenait, dit-on, 80 chars de foin; il y en a une vingtaine de carbonisés, le reste est gravement compromis. Le tout était assuré.

La maison où habite, elle est voisine d'autres immeubles importants; il est heureux à tous égards que des mesures de sûreté aient été prises.

CANTON DE VAUD

Militaire. — Au 31 décembre 1891 entreront en landwehr: les capitaines nés en 1853; les premiers-lieutenants et les lieutenants nés en 1857; les sous-officiers de tous grades et les soldats de l'infanterie, de l'artillerie, du génie, des troupes sanitaires et d'administration, nés en 1859; les sous-officiers, trompettes et les soldats de la cavalerie qui comptent dix années de service effectif, et ceux qui sont nés en 1859; les maréchaux, selliers, infirmiers de la cavalerie nés en 1859.

Entrent dans le landsturm au 31 décembre 1891: les capitaines, premiers-lieutenants et lieutenants nés en 1843; les colonels, lieutenants-colonels et majors de l'état-major qui ont 48 ans révolus, pour autant qu'ils en ont fait la demande avant la fin de février 1891; les sous-officiers et soldats nés en 1847.

Sortent du service: les officiers de tous grades nés en 1835 et qui ne se sont pas déclarés prêts à continuer le service; les sous-officiers et soldats de toutes armes nés en 1841.

Vevey-Bulle-Thonno.

Le comité concessionnaire du chemin de fer Vevey-Bulle-Thonno devait réunir 3,600,000 fr. de subventions cantonales et communales. Ce chiffre paraît actuellement dépassé. Les subventions déjà votées ou qui vont l'être sont les suivantes:

Cantons: Berne, 973,000 fr.; Fribourg, 800,000 francs; Vaud, 580,000 fr. Total, 2,353,000 fr.

Communes: Bernois, 360,000 fr.; fribourgeoises, 200,000 fr.; vaudaises, 675,000 fr.

BIENFAISANCE

5480. La vente en faveur d'Ed. Meyer, sourd-muet et aveugle, aura lieu le **jeudi 15 octobre**, des 10 heures du matin, à l'Asile des aveugles. Tous les dons seront reçus avec reconnaissance par

Mmes Isaac Secretan, chemin Vinet 20.
Chavannes-Cornaz, chemin St-Roch.
D' Alfred Secretan, rue Haldimand 43.

THÉÂTRE DE LAUSANNE

Direction Alphonse SCHÉLER

Bureau à 7 h 1/2. Rideau à 8 h.

Jeudi 15 octobre 1891.

Pour les débuts de la Compagnie.

LE MONDE

où l'on s'ennuie

Comédie en 3 actes, par Edouard Pailleron.

Dimanche 18 octobre.

LA PORTEUSE DE PAIN

BANQUE

d'Escompte et de Dépôts

Rue du Grand-Chêne 12

LAUSANNE 5173

Intérêts bonifiés en compte:

A disponibilité 2 %

A 7 jours de préavis 3 %

Intérêts bonifiés sur dépôt d'argent

3.60; 3.75 et 4 % suivant durée du dépôt, le tout sans commission.

Moniteur des Rentiers.

Suisse, 3 fr. par an. 52 n° de 16

pages. Journal impartial et bien

renseigné. Publiant la liste de tous

les tirages. **TRIMESTRIEL**. Chaque

abonné reçoit gratuitement

le *Manuel des Capitalistes*, beau

volume contenant: Dictionnaire

financier. Notice sur fonds d'Etat

et de villes. Etablissements de crédit.

Ch. de fer. Valeurs industrielles. Liste complète des lois

non réclamées. On s'abonne en

Suisse chez tous les libraires, et

à Paris, 10, rue Châteaudun.

Immense succès!

Sitôt versé!!! Sitôt fondé!!!

CHOCOLAT

RAPIDE

DU LEMAN

Déjeuner instantané à 10 c.

En vente dans toutes les épiceries.

Fabrique par

Louis Chevrete

26, Corratierie 26, Genève.

Sels naturels de Marienbad

en poudre

remplaçant les

célestes eaux de Marienbad

prescrits par les médecins à Marienbad.

C'est le remède le plus efficace,

agissant contre la dégénérescence

générale, faiblesse du cœur, mauvaise

circulation du sang, asthme, vertiges, oppression,

somnolence, disposition à l'apoplexie, hémorrhoides.

OBESITÉ

et leurs suites souvent désastreuses.

D'autres produits, comme des

phylles portant un nom similaire

au nôtre, ne contiennent que des

remèdes drastiques. Ils sont

par conséquent sans valeur et ont

rien de commun avec nos sels

naturels et véritables. Prix de la

boîte contenant 45 doses Fr. 4.

Chaque boîte véritable porte la marque de

fabrique et contre-façon.

Dans la plupart des pharmacies.

Seule maison d'exportation:

Les Salines de Marienbad.

Dépôt général pour toute la

Suisse: Paul Hartmann, pharmacien

à Steckborn.

Lausanne: Pharm. C. Fischl.

Clarens: Bührer.

Terriott-Montreux: Engelmann.

Vevey: G. Narbel.

Levures pures de vin

pour

vendanges de 1891.

Amélioration des vins et

bonquet des grands crus.

Procédé scientifique G. Jacquemin

de la

Faculté de NANCY

Romanée-Vergeot, Sauterne.

Chablis.

St-Julien, Champagne.

S'adresser pour renseignements

et prospectus gratuits à M. James

Burmman, directeur de l'Institut

La Claire, pour la culture des

levures de vin, Le Locle (Suisse).

Morieau (France). 5353

Prêts

[4758] d'argent sur sign

à bon terme 3 % Disc.

Eor. Comptoir d'avances,

147, rue Tolbiac, Paris. (Très sé-

rieux, ne pas confondre).

GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE RUSSIE

EMPRUNT RUSSE 3 % OR 1891

AFFRANCHI A TOUT JAMAIS DE TOUT IMPOT RUSSE

REMBOURSABLE AU PAIR EN 81 ANS

500,000,000 DE FRANCS

Les titres sont munis de coupons trimestriels, payables les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre de chaque année, au choix des porteurs, à Paris, St-Petersbourg, Londres, Amsterdam et Copenhague. Ils sont remboursables au pair par tirages semestriels.

Prix d'émission: 79.75 %, soit FR. 398 75

POUR UNE OBLIGATION DE 500 FRANCS

Jouissance du 1^{er} octobre 1891

PAYABLES	En souscrivant	Fr. 30	— par Obligation.
	A la répartition, du 1 ^{er} au 7 novembre 1891	» 100	— »
	Du 1 ^{er} au 6 décembre 1891	» 100	— »
	Du 15 au 20 janvier 1892	» 100	— »
	Du 15 au 20 février 1892	» 68 75	— »
COMME SUIV		Fr. 398 75	

Les souscripteurs auront, à toute époque, la faculté d'anticiper la totalité des versements, sous bonification d'intérêts au taux de 3 %. Ceux qui useront de cette faculté au moment de la répartition bénéficieront d'un escompte de **Fr. 1.50** par titre de 500 francs.

L'obligation entièrement libérée à la répartition coûte donc **Fr. 397.25**, soit **79.45 %**.

En tenant compte du point de départ de la jouissance du 1^{er} octobre, et en y joignant le bénéfice de la prime de remboursement, le placement ressort à **4 %**.

La SOUSCRIPTION sera OUVERTE le 15 OCTOBRE 1891

A PARIS, ST-PETERSBOURG, LONDRES, AMSTERDAM, COPENHAGUE ET

A GENÈVE

A LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

6, RUE DE HOLLANDE

ET CHEZ TOUS SES CORRESPONDANTS EN SUISSE

Les souscripteurs en Suisse n'auront pas à supporter les frais de change sur Paris sur les deux premiers versements, et recevront des titres munis du timbre français.

Les souscriptions sont reçues dès à présent par correspondance, mais seulement pour cinq obligations et au delà.

Pour plus amples détails, voir le prospectus d'émission que l'on peut se procurer dans tous les bureaux de souscription. 5449

INSTITUT AGRICOLE DE LAUSANNE

Il sera donné à Lausanne, au Champ-de-l'Air, un enseignement agricole élémentaire, approprié aux jeunes gens de la campagne et portant sur toutes les branches dont la connaissance est utile à l'agriculteur. Cet enseignement est de deux semestres.

Les cours commenceront le 9 novembre 1891 et finiront le 12 mars 1892.

Le programme détaillé des cours sera expédié à toute personne qui en fera la demande, franco, au Département de l'instruction publique et des cultes ou au directeur de l'Institut, M. Bieler, à Lausanne.

Les jeunes gens qui désirent suivre les cours devront être âgés de 16 ans au moins. Ils se feront inscrire avant le 3 novembre au Département ou au bureau de l'Institut, au Champ-de-l'Air, en envoyant leur acte de naissance et leur carnet scolaire ou un témoignage d'étude. Lausanne, le 8 octobre 1891.

Direction de l'Institut agricole. 5336

COMPAGNIE DU

Chemin de fer Viège à Zermatt.

Le coupon n° 5, échéant le 15 octobre courant, sur les Obligations de la Compagnie du chemin de fer de Viège à Zermatt, sera payé, sans frais, au domicile de:

MM. Ch. Masson & Cie, à Lausanne.

A. Chenevière & Cie, à Genève.

Weck & Aely, à Fribourg. 5418

VOTATION DU 18 OCTOBRE 1891

Des exemplaires de la

déclaration publique de la Chambre du commerce

DE BALE

pour rejeter le tarif douanier et d'un manifeste qui vient de paraître, émanant de la même Chambre, pour le rejet de la loi sur les billets de banque, seront expédiés gratuitement sur demande par

Le secrétariat de la Chambre du commerce, Bale.

Ed. MERMIER & Cie

Place du Grand St-Jean 3, Lausanne.

Calorifères système américain, inextinguibles. Reissner.

Calorifères à aigus, à double régulateur, garnis en briques réfractaires. 5323

Fourneaux-calorifères lyonnais, garnis, pour bois et coke.

A vendre à la Rosiaz, rière Lausanne

la charmante

VILLA BON SÉJOUR

Cette propriété, qui jouit d'une vue étendue, comprend 11 chambres,

2 mansards, cuisine, nombreuses dépendances, jardin, vigne, pré et

champ, le tout d'une contenance de 37 ares 75 mètres (449 perches).

S'adresser, pour visiter l'immeuble et pour traiter, à M. F. Paquier,

notaire, rue de Bourg 8, Lausanne. 5414

Raisins frais

[5178] tous les matins; 5 kilos

pour 3 fr., franco de port et

d'emballage dans toute la Suisse.

Vater MELCHIORRI

Bellinzona.

Pensionnat de demoiselles

5352. Une jeune fille bien élevée

serait reçue à prix considé-

rablement réduit dans un

pensionnat de 1^{er} ordre de la

Suisse allemande.

Ecrire sous les initiales H 3413

M. à MM. Haenstein & Vogler,

à Montreux.

Chateau Renens.

PENSION-FAMILLE

[5396] à 40 min. de Lausanne et

20 min. de la station. Personnes

d'une santé délicate recevraient

les meilleurs soins. Chambres confortables. Bains. Bonnes références.

PENSION

5465. Un instituteur secondaire,

habitant une jolie localité

du canton de Zurich, prendrait en

pension chez lui un jeune

garçon ou une jeune fille

désirant apprendre la langue

allemande. Vie de famille et bons

soins assurés. S'adr. pour renseignements à Mme BREGUET,

Évêque 37, Neuchâtel.

Pour parents.

5339. Madame Frolich-Wild, à

Brugg, habitant une jolie maison

située dans un grand jardin tout

près de la ville, prendrait en pension

quelques jeunes demoiselles désirant

apprendre la langue allemande, soit en suivant les cours

de l'école supérieure de la ville, soit par des leçons données à la

maison même.

On assure à ces demoiselles les

soins les plus affectueux à tous

égards et l'on prie de s'adresser

pour renseignements à M. le pasteur

Haury, à Séon (Argovie) ou

directement à Mme Frolich-Wild,

à Brugg.

On désire trouver

[5325] une compagnie de voyage

pour Alger. S'adr. Grand-rue 62,

Montreux. H3546M

Une demoiselle sérieuse

[5483] pouvant fournir de bonnes

références, désire place de

confiance auprès d'enfants ou comme

dame de compagnie; elle donnerait

aussi volontiers quelques

soins à une personne délicate ou

malade. S'adresser sous chiffre H

3496 M. à Haenstein & Vogler,

à Montreux.

Une demoiselle anglaise

[5442] sachant déjà le français,

désirerait entrer dans une

pension, comme maîtresse

d'anglais, ou dans une famille

pour s'occuper de l'éducation de

jeunes enfants. Préférences très

modestes.

S'adresser à Mlle Morthier, Cor-

celles, près Neuchâtel.

DEMANDE

5467. Un jeune homme âgé de

27 ans, célibataire, cordonnier,

connaissant passablement le fran-

çais, écriture et langue, ayant été

établi pendant 4 ans, actuellement

occupé dans une fabrique de

chaussures, désire place pour mi-

lieu novembre en qualité de cou-

peur dans une fabrique de chaus-

sures ou de tiges, de préférence

dans le canton de Neuchâtel ou de

Vaud. Préférences modestes.

Adresser offres sous H 3524 M.

à Haenstein & Vogler, à

Montreux.

UNE DAME SUISSE

5458 reçoit dans sa maison

quelques pensionnaires

désirant un intérieur tranquille,

confortable et soigné. S'adr. à l'a-

gence de publicité Haenstein &

Vogler, Lausanne, s'